

LA GRÈVE

dans

les Services Publics et les Industries Nécessaires

THÈSE

pour le Doctorat ès Sciences Politiques et Economiques
soutenue devant la Faculté de Droit de Paris

LE 8 JUIN 1912

PAR

Louis HOFFMANN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

JURY : MM. Berthélemy, *président* ; Jèze et Carpentier

PARIS

LIBRAIRIE BLOUD & C^{ie}

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1 ET 3, RUE FÉROU — 6, RUE DU CARIVET

1912

LA GRÈVE

DANS

LES SERVICES PUBLICS ET LES INDUSTRIES NÉCESSAIRES

Louis HOFFMANN

Avocat à la Cour d'Appel

LA GRÈVE

dans

les Services Publics et les Industries Nécessaires



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD & C^{ie}

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1 ET 3, RUE FÉROU. — 6, RUE DU CANIVET

1912

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

*(La mention ci-dessus doit être imprimée au verso
du titre de chaque thèse.)*

INTRODUCTION

Au nombre des phénomènes qui peuvent troubler l'ordre économique établi, la grève occupe assurément la première place. Déjà quand elle se produit dans la sphère restreinte d'une industrie particulière, elle opère des bouleversements qui sont parfois considérables. Mais que dire de la grève lorsqu'elle sévit dans un domaine plus large et qu'elle s'attaque non pas seulement aux intérêts spéciaux d'un ou de plusieurs patrons, mais qu'elle met en question l'équilibre des forces collectives et se trouve avoir sa répercussion sur tout l'ensemble des intérêts sociaux ?

Nous ne nous attarderons pas à retracer un tableau que ce pays vient d'avoir sous les yeux : la double grève des postiers, celle des *cheminots*, pour ne citer que les plus importantes, sont encore présentes à toutes les mémoires, et personne n'a pu en oublier les circonstances quasi-tragiques, ni les conséquences formidables.

Mais, par un phénomène bizarre et trop souvent constaté chez nous, tandis que le fléau menaçait et que les plus graves contre-coups étaient à redouter, — qu'il s'agît du mouvement des postiers ou de celui des employés de chemin de fer, — le plus urgent semblait être de décider de la légitimité ou de l'illégitimité de pareilles grèves. La presse alimentait des polémiques sans issue ; dans le public, on discutait sans fin. Personne, ou presque,

parmi les parlementaires et les gouvernants, ne songeait qu'il eût fallu d'abord aviser aux moyens de défense et tâcher d'enrayer le mal.

Lorsque le sang vient à s'arrêter dans un organisme humain, le médecin ne va-t-il pas au plus pressé et son premier soin n'est-il pas d'y rétablir la circulation ? D'autres peuples se fussent à coup sûr montrés plus pratiques et n'eussent pas manqué par tout moyen de ramener au sein de la nation la vie suspendue. En France, on voulait savoir avant tout si les grèves de fonctionnaires et d'employés des grands services étaient légales : on avait bien le temps d'agir ensuite.

Comment donc s'étonner que la discussion dure encore et que les uns demandent avec autant d'âpreté que les autres s'opposent avec énergie à ce qu'on reconnaisse le droit de coalition et de grève aux agents des services publics ?

Il est vrai que politiquement, *gouvernementalement*, si l'on peut dire, le problème se trouve résolu. En décembre 1910, M. Aristide Briand, alors président du Conseil, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi qui interdisait la grève d'une façon formelle à tous les salariés des voies ferrées. La question de principe était en quelque sorte indirectement tranchée pour tous les services publics.

Après bien des détours et bien des péripéties, on ne faisait que revenir au point initial ; car c'était bien cette solution qu'aurait commandée le premier mouvement instinctif de défense.

Acceptons donc qu'il faille la justifier doctrinalement et entrons dans le débat.

Nous commencerons nécessairement par étudier d'une façon générale et théorique ce que sont le droit de coalition et ce qu'on est convenu communément d'appeler le *droit de grève*. Puis, nous étant demandé jusqu'à quel point ils peuvent être acceptés quand ils s'exercent dans des conflits d'ordre purement privé, nous rechercherons si le même régime doit s'appliquer aux rapports entre employeurs et employés des services publics.

Nous serons vite amenés à reconnaître que l'interdiction absolue de la cessation du travail s'impose à l'égard de tous les employés et ouvriers attachés aux services publics, ou mieux à ce que nous nommerons, avec M. Briand lui-même, les services *d'intérêt public*, — faisant ainsi rentrer dans cette catégorie à la fois les employés des services d'Etat, les fonctionnaires, comme les postiers, les agents de police, et au même titre tous ceux qui font partie des services monopolisés ou concédés, dont l'importance est primordiale, par exemple les agents des entreprises d'éclairage, d'adduction d'eau, de transport en commun...

Mais cette distinction elle-même, malgré qu'elle ait été adoptée par tous, n'a-t-elle pas cependant, dans la matière qui nous occupe, quelque chose de factice ?

Nous croyons qu'il faut aller plus loin encore que l'ancien président du Conseil.

Entraînés obligatoirement par la logique des assimilations et des conséquences, nous serons

conduits à nous demander si l'on peut permettre l'arrêt de certaines industries, abandonnées aujourd'hui à l'initiative privée, mais dont la continuité et le fonctionnement régulier intéressent, au même degré que les services administrés, l'existence de la collectivité ou d'une fraction notable de cette collectivité.

Alors éclatera peut-être à nos yeux la nécessité d'asseoir autrement les bases de cette discussion et d'en élargir les données.

Il ne doit pas y avoir, en face de la grève, des services dits publics — qui sont les grands services communs, monopolisés ou non — auxquels le champ d'action serait plus minutieusement délimité, et, d'autre part, des industries privées qui pourraient bénéficier d'une liberté plus étendue. Rien n'est plus arbitraire ni plus dangereux qu'une telle classification. Est-ce simplement parce qu'un service est géré par l'Etat ou par un concessionnaire que le conflit de travail y prend un caractère plus redoutable? Non, et ce critérium sonne évidemment faux. Personne ne s'alarmerait outre mesure si la Régie cessait pour un temps de fabriquer des allumettes ou du tabac; tandis qu'il est, au contraire, des industries entièrement particulières dont la disparition momentanée entraînerait les pires catastrophes.

Il nous faudra donc englober dans une même et unique catégorie tous les *services ou industries d'intérêt public*, c'est-à-dire non plus seulement ceux qui sont administrés par l'Etat ou par ses succédanés, mais encore tous ceux qui nous paraî-

tront essentiels à la vie de la nation et qui sont bien, comme l'expression l'indique justement, *d'intérêt public*, quand bien même l'exercice des professions qu'ils embrassent reste à la libre disposition des citoyens.

C'est à l'égard de ces services ou industries d'intérêt public, que nous examinerons le problème posé : à savoir si les règles ordinaires de la coalition et de la grève ne doivent pas s'y heurter à un régime d'exception et de rigueur, en raison de la conséquence profonde des conflits qui peuvent s'y élever. Une seule conclusion nous semblera logique, c'est qu'il n'est pas permis de distinguer arbitrairement entre les espèces de cet ensemble, pour se montrer tantôt sévère et tantôt bienveillant, sous l'unique prétexte que l'employeur est parfois l'Etat, — et qu'en tout cas l'impérieuse obligation de la défense et de la conservation sociales ordonne au législateur de les ranger sous la même loi.



A

DE LA GRÈVE EN GÉNÉRAL

DEUX ASPECTS

Il semble que tous ceux qui jusqu'ici ont étudié la grève soient tombés dans un malentendu presque constant et qui suffit à expliquer les obscurités qu'on a répandues dans la question.

La grève a deux faces absolument distinctes l'une de l'autre. Elle constitue un double phénomène : juridique, d'une part, économique et social, d'autre part. Or la façon d'envisager la grève et de la régler sera essentiellement différente suivant qu'on se placera soit dans le domaine juridique pur, soit dans le domaine des manifestations économiques.

D'où vient donc la confusion qui s'est commise généralement ? Si la plupart n'ont pas établi cette distinction, c'est qu'ils ont pris simplement leur désir pour la réalité. Il serait souhaitable, en effet, que nos conceptions juridiques actuelles, avec les conséquences logiques qui en découlent, cadrassent exactement avec les nécessités économiques et sociales de notre époque. Nous devons avoir la franchise de reconnaître que nous n'en sommes

pas là; et c'est précisément parce que certains problèmes sociaux, entièrement nouveaux, se sont posés, dans le domaine des faits, et que, par ailleurs, l'évolution de notre droit, toujours basée sur les principes traditionnels romains, est infiniment plus lente et n'a pas suivi de la même marche les transformations sociales, que nous ne pouvons pas trouver dans le droit les solutions nécessaires et que nous aboutissons à des conflits perpétuels entre les deux domaines.

La grève en offre un exemple typique.

Ceux qui ont voulu la discuter au simple regard des éléments juridiques se sont inévitablement fourvoyés. Le juriste se place exclusivement au point de vue du droit, l'économiste au point de vue social. Chacun, dans sa sphère, pourra bien trouver une solution raisonnable, mais ni le premier ni le second n'arriveront au terme d'une conclusion qui satisfera les deux domaines ennemis.



I

**Le droit de grève dans le domaine juridique
existe-t-il?**

Parler du droit de grève, c'est parler d'un *droit*; c'est donc se placer objectivement au point de vue juridique. Et la plupart de ceux qui péroront avec tant d'abondance dans les réunions ouvrières s'imaginent, en effet, — preuve curieuse de la puissance créatrice des mots, — que ce droit est inscrit en toutes lettres dans nos Codes. Cependant il n'en est rien.

La démonstration en a été faite à maintes reprises : nous n'y reviendrons que pour mémoire.

Il n'y a qu'un sens dans lequel on pourrait dire que la grève est un droit, c'est que, depuis 1864, elle a cessé d'être un délit. Et voilà bien ce qui a été la cause, chez certains esprits, d'une grave confusion.

Sous la Révolution, la loi du 14 juin 1791 avait interdit même les associations professionnelles. La prohibition se continua par la loi du 22 germinal an XI et les articles 414, 415 et 416 de l'ancien Code pénal, qu'atténua déjà la loi du 27 novembre 1849.

Puis survint celle que nous venons de citer, la fameuse loi du 25 mai 1864. Depuis cette époque, les coalitions, quelles qu'elles soient, ne sont plus

un délit. Elles sont permises aux ouvriers comme aux patrons. Libre à eux de se concerter, les uns pour arrêter leur fabrication, réduire le prix de la journée de travail ou n'employer qu'une certaine catégorie d'ouvriers; les autres pour réclamer une augmentation de salaire, mettre obstacle au congédiement (1), ou forcer les employeurs à embaucher tels de leurs camarades. C'est à cet égard le régime de la liberté la plus étendue, mais de la *liberté du travail* seulement.

La cessation concertée du travail n'étant plus un délit punissable pénalement, la grève a paru recevoir de ce fait une sorte de consécration juridique, mais c'est pure illusion. Il y a quantité d'actes qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale et qui, cependant, peuvent heurter les règles du droit civil, par exemple, le fait de ne pas payer ses dettes, le fait de ne pas donner congé d'un appartement... En enlevant à la grève son caractère pénal, on ne l'a pas revêtue d'élément civil nouveau; on l'a laissée entièrement soumise au droit commun.

La grève sera donc licite lorsqu'elle se pliera à ces règles de droit commun; illicite, dans le cas contraire. En pratique, il est facile de comprendre qu'elle sera presque toujours illicite, parce que la cessation concertée du travail, dans un cas déterminé, violera presque invariablement les engagements pris à la naissance du contrat de louage de services et ne respectera pas notamment la clause du délai-congé.

(1) En anglais, lock-out.

Or qu'est-ce qu'un droit qui, le plus souvent, ne peut pas s'exercer, qu'à la condition de violer une convention préexistante, laquelle, aux termes du Code, a pour les parties force de loi?

Définissons donc le droit de grève — puisqu'on veut à toute force qu'il y en ait un — et disons qu'il est *le droit de ne pas travailler, lorsqu'on n'est lié par aucun engagement de travail*.

C'est à cette formule qu'il se réduit exactement. Il est comme bien d'autres droits auxquels on n'avait jamais songé à faire un sort aussi retentissant : le droit de marcher, de lever le bras, le droit de tirer au pistolet, à la condition de ne rien casser chez le voisin, etc.

On démontre bien ainsi comment, si le droit de coalition existe bien, le droit de grève n'est, en réalité, qu'un leurre.

Il est donc impossible de l'accepter aux termes de nos lois, et, si l'on veut l'admettre, on est obligé d'avoir recours à des théories.

On dira, par exemple : dans l'intention des parties qui se lient par un contrat de travail ordinaire, les obligations qui peuvent en résulter visent seulement le cas d'une cessation *isolée* du travail. La grève étant la cessation *collective* du travail, les parties sont déliées, de ce fait même, de leurs obligations contractuelles.

On dira encore : la grève est un *cas de force majeure*, ce qui place les parties en dehors des règles générales du droit et les fait échapper, par conséquent, à leurs obligations normales. Et n'est-il pas curieux de constater à ce propos que les

théoriciens de la grève qui invoquent le cas de force majeure entendent le faire servir surtout à la cause de ceux qui pourraient le mieux s'y soustraire, nous voulons nommer les grévistes ?

Le droit de grève, soutiendra-t-on aussi, est un droit supérieur aux obligations civiles. Il permet donc de fouler aux pieds ces dernières.

Mais la thèse qui a obtenu jusqu'ici le plus de succès est celle qui fut imaginée par M. Jaurès, en 1904, au moment de la grève des ouvriers du port de Marseille :

« Nous, socialistes, affirmait-il, nous avons toujours proclamé que la grève suspendait, mais ne brisait pas le contrat du travail ; qu'un tel rapport, un tel lien subsistait entre l'entreprise et les ouvriers même en grève, que le patron ne pouvait appeler d'autres ouvriers, pour prendre la place de ceux avec lesquels il doit négocier, que par un véritable abus de pouvoir. »

Donc la grève, assurent les socialistes le plus sérieusement du monde, n'est que la *suspension* du contrat intervenu entre l'ouvrier et l'employeur.

Cette théorie est un exemple de ce qu'on peut imaginer de saugrenu pour concilier les deux domaines juridique et économique : elle prouve qu'on ne saurait y parvenir. Sous son apparence ingénieuse, elle est encore moins résistante, si possible, que les précédentes. Car, à son sujet, la discussion peut se résumer d'un mot : on n'a pas plus le droit de suspendre à sa guise le contrat de travail qu'on n'est autorisé à le rompre.

Quoi qu'il en soit des systèmes échafaudés pour légitimer la grève, il n'en est pas moins certain qu'au point de vue juridique pur la question est pratiquement résolue. Elle a été tranchée par un arrêt de la Cour de Cassation qui ferme la porte à tout autre palabre.

Il est essentiel de le citer, en expliquant brièvement les faits qui le précédèrent.

En 1900, une grève survient à Montbéliard : les ouvriers d'un serrurier, M. Hufflen, abandonnent subitement l'atelier. A l'issue de la lutte, l'un des ouvriers, M. Loichot, que l'on avait refusé de reprendre, s'avisa d'intenter à son patron une action basée sur le fait d'un renvoi non précédé d'avertissement. Il lui demandait les 32 francs représentant huit jours de sa paye. Le patron riposta par une demande reconventionnelle de 150 francs de dommages-intérêts pour abandon du travail sans l'observation du délai en usage dans le pays.

L'affaire vint au juge de paix, puis au tribunal, qui tous deux furent d'accord et donnèrent raison au patron, condamnant l'ouvrier serrurier à payer à M. Hufflen 28 francs de dommages-intérêts représentant une semaine de salaire.

M. Loichot ne se tint pas pour battu et porta l'affaire devant la Cour de Cassation. C'est l'arrêt de cette dernière qui a fait jurisprudence. Il date du 18 mars 1902 et s'exprime ainsi :

« Attendu que Loichot, ouvrier serrurier au service d'Hufflen, ayant de son plein gré quitté ce dernier pour se mettre en grève, a été condamné

à payer une indemnité de 28 francs, pour n'avoir point observé vis-à-vis de son patron le délai ordinaire de prévenance ; que cette décision est vainement critiquée par le pourvoi ;

« Qu'il est, en effet, constaté par le jugement attaqué que, d'après l'usage existant à Montbéliard, le patron comme l'ouvrier doivent se prévenir une semaine à l'avance de leur intention de rompre le contrat de travail ; que, d'autre part, la grève, quelque légitime qu'en fût l'exercice, ne laissait pas moins les parties dans le lien de l'engagement qu'elles avaient pris d'observer entre elles les délais d'usage, etc... »

Cet arrêt est concluant, et nous ne nous arrêtons même pas à critiquer, comme on le fait d'ordinaire, l'expression employée par la Cour de Cassation : « *la grève, quelque légitime qu'en fût l'exercice.* » Il n'y a pas, à vrai dire, dans cette formule, de contradiction avec la lettre de l'arrêt. Il n'y en a point, en tout cas, avec l'esprit de la décision des magistrats. Ils ont parfaitement pu entendre signifier que l'ouvrier conservait, en d'autres circonstances, le droit de ne plus travailler, et par exemple avec un nouveau patron, ou encore tous engagements étant venus à échéance avec l'entrepreneur de Montbéliard.

Résumons-nous. Au point de vue juridique, le contrat de travail est un contrat semblable à tous les autres. Il est donc soumis à l'article 1134 du Code civil : « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consente-

ment mutuel ou pour des causes que la loi autorise. » Soumis également à l'article 1135 : « Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. »

C'est ce dernier article que la Cour de Cassation a appliqué en estimant les dommages-intérêts dus par l'ouvrier Loichot à la somme représentant le salaire d'une semaine, — délai de préavis imposé par les coutumes locales.

Quant au principe même des dommages-intérêts — l'article 1135 ne visant que leur appréciation — il est contenu dans l'article 1142 du Code civil : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur. »

Citons enfin l'article 1780 du même Code et nous aurons enfermé en quelques lignes de texte tout l'essentiel des données propres à résoudre, juridiquement parlant, la question du droit de grève : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une durée déterminée. Le louage de service fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Néanmoins, la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension

de retraite, et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé. »

Pourra-t-il rester un doute à ceux qui voudraient encore s'appuyer sur les lois pour prétendre que le droit de grève existe autrement que dans la limite de la définition plaisante, mais rigoureusement exacte, pourtant, que nous en avons donnée : *« le droit de ne pas travailler quand on n'est lié par aucun engagement de travail. »*

II

La grève dans le domaine social.

Nous venons de voir sous quel aspect nous apparaissent la coalition et la grève à la lumière des préceptes juridiques et nous avons constaté qu'à ce point de vue nettement déterminé nous sommes soumis à une interprétation stricte et logique qui ne laisse guère de place aux théories opposées.

Il y a cependant des gens qui, envisageant la grève en économistes bien plutôt qu'en juristes, ne s'accommodent pas du tout des solutions que nous avons données et soutiennent que la grève est un phénomène qui déborde de beaucoup la sphère du droit privé. Impossible donc de lui appliquer les règles communes du droit. Il faut chercher ailleurs les raisons de l'approuver ou de la blâmer, de l'encourager ou de la proscrire.

S'il est démontré qu'il y a là un phénomène qui s'impose comme tous les faits — en matière économique et sociale, il n'est plus question de droit, mais de faits — ; s'il est démontré que ce phénomène est conforme à l'évolution nécessaire des rapports entre le capital et le travail et qu'il mène en pratique à des résultats bienfaisants, nous devons aboutir à cette conclusion que les barrières juridiques qu'on persiste à lui opposer sont destinées à s'écrouler tôt ou tard.

Mais si, au contraire, comme beaucoup l'ont

prétendu, la grève, phénomène social, est analogue à la guerre, dans l'ordre politique, et conduit à des résultats funestes pour la tranquillité et la richesse publiques, il y aura intérêt à l'endiguer le plus possible.

Que devons-nous penser de ces théories divergentes ?

La grève a ses ennemis acharnés et irréductibles qui, non seulement lui déniaient toute espèce de droit de cité, mais soutiennent aussi qu'elle est malfaisante en soi, par sa nature, et qu'elle ne peut jamais avoir au fond aucun effet salutaire. Ils s'étendent complaisamment sur les ruines et les malheurs accumulés par ces conflits aigus qui surviennent entre patrons et ouvriers : pertes de salaires pour les uns, pertes de commandes et de débouchés, faillites pour les autres, arrêt du petit commerce, excès de toutes sortes commis pendant les chômages concertés, etc.... Ils oublient peut-être un peu systématiquement que des événements néfastes peuvent avoir cependant d'utiles contre-coups.

L'un de ceux qui ont combattu la grève avec le plus d'âpreté traçait récemment, dans un article du *Temps*, où il étudiait notamment les grèves de solidarité, ce noir tableau : •

« Je me demande de quelle utilité peut être pour l'augmentation du salaire des tisserands en grève, par exemple des tisserands du Nord, la grève des tisseurs du Lyonnais, qui n'atteindra surtout que leurs propres patrons. Mais si ce sont maintenant des ouvriers d'autres corporations qui

se joignent ainsi, par une filière générale, à une première grève, comprenez-vous ce jeu ? Dans l'état actuel des exigences ouvrières, il n'est guère que deux questions : la journée de huit heures et le repos hebdomadaire, qui aient pu faire l'objet de revendications communes ; car pour le salaire minimum, il ne peut être que variable selon les industries. Alors, qu'on me dise quel sera le profit commun de ces grèves pour les ouvriers premiers partis, et pour les derniers venus. En quoi une grève de terrassiers peut-elle seconder une grève de typographes et la grève de tous les corps de métiers de Marseille ou de Bordeaux une grève quelconque des métallurgistes de l'Est ? Et voici les grèves d'injustice flagrante initiale, les grèves de molestation, de vengeance, comme il s'en produit des centaines tous les ans, les grèves pour le maladif plaisir de la grève, les grèves de folie antipatriotique, comme la grande grève de Marseille, où il suffit du refus de renvoi par un patron *français* d'un contremaître *français*, pris en grippe par un syndicat d'ouvriers étrangers, pour déchaîner sur la ville, la région et jusqu'en Algérie un désastre économique d'une centaine de millions. Voici enfin les grèves purement révolutionnaires, comme les organise, les suscite et les affiche la Confédération Générale du Travail. Je sais bien que l'on commence à trouver que celle-ci en abuse peut-être un peu, mais n'est-ce pas elle, au contraire, qui est seule dans la logique du sophisme, puisqu'elle peut répondre, après tout, avec sa franchise méritoire : « L'intérêt pro-

fessionnel de toutes ces grèves, commun à toute la classe ouvrière, eh bien, mais c'est la préparation au chambardement universel ! »

Si l'on veut être impartial, on ne peut cependant admettre que les grèves aient eu en définitive des résultats malfaisants pour les ouvriers. Il est indiscutable que les grèves ont fait monter, dans la plupart des industries, le taux des salaires. Qu'on n'objecte pas qu'ils se sont élevés aussi dans quelques industries qui n'ont pas eu à souffrir de la coalition des ouvriers, car la menace seule de la grève agit autant que le phénomène lui-même et peut suffire à créer dans le monde patronal un état d'esprit dont profitent les salariés.

On entend parfois cet argument qu'en France les deux professions où le salaire a le plus progressé sont précisément celles qui n'ont jamais connu de grève : les ouvriers agricoles, — avant les premières grèves de 1904, — et les domestiques. Comment soutenir alors que, parmi les causes qui ont concouru à l'élévation du prix du travail, les grèves ont eu le principal rôle ?

On ne distingue pas assez que cette objection ne saurait avoir de portée. On oublie qu'il faudrait faire intervenir là un autre facteur : à savoir la dépopulation des campagnes d'une part, et d'autre part le nombre de plus en plus réduit des hommes et des femmes qui consentent à servir attachés à la personne. De sorte que, pour ces deux professions, ce n'est pas le jeu normal des éléments en présence qui a produit le résultat constaté, mais bien plutôt la pénurie dont elles

souffrent et les difficultés toujours croissantes de leur recrutement. Ailleurs, l'encombrement des diverses branches industrielles se fait chaque jour plus inquiétant, la masse des chômeurs ne diminue pas, et cependant les salaires suivent une progression constante; là les sans-travail font défaut, et seule la loi de l'offre et de la demande entre en exercice. Il est donc impossible d'assimiler les deux termes de la comparaison et d'en tirer une conclusion défavorable aux grèves.

Celles-ci ont, au contraire, comme nous le disions, déterminé directement une plus-value du travail.

Il est évident que lorsqu'une grève dure un certain nombre de jours, les pertes pour les ouvriers sont élevées. Mais des calculs ont démontré qu'en moyenne ces pertes étaient vite rattrapées et qu'au bout de quelque temps les salaires ressentaient le bénéfice de leur action.

C'est ce qui résulte d'une statistique établie par la Direction du Travail, statistique portant sur les grèves causées par une question de salaires et réussies totalement ou partiellement, pendant ces dix dernières années. Citons deux exemples : en 1907, les salaires perdus dans les grèves terminées par succès, échec ou transaction, se sont élevés à 7 millions de francs. 300 jours après la reprise du travail, les salaires s'élevaient à 7 millions 800.000 francs. Le boni avait commencé après le 274^e jour.

En 1908, les salaires perdus montent à 3 mil-

lions 400.000 francs. Au bout de 300 jours, ils atteignent 5 millions 700.000 francs, soit 2 millions 300.000 francs de boni, commencé après 180 jours.

Enfin il ne faut pas oublier, éléments essentiels si l'on veut apprécier avec exactitude et équité les conséquences des grèves, que les salaires obtenus à l'issue d'un conflit tendent à devenir les salaires normaux et que, d'autre part, une seule grève qui réussit peut faire élever le taux des salaires dans une quantité d'industries. Ces deux considérations ne sauraient peser d'un poids léger dans la balance : ils modifient puissamment la portée réelle des statistiques.

Aussi bien, verrions-nous tant de luttes entreprises par les employés contre les employeurs si ces luttes étaient en définitive stériles et n'aboutissaient qu'à l'affaiblissement continu de ceux qui les soutiennent ? Il est permis de ne pas le croire.

Si la grève est une erreur, quel formidable développement ce mal — mal nécessaire, comme d'aucuns se plaisent à le nommer — n'a-t-il pas pris en ces dernières années !

La statistique, puisque c'est elle encore qu'il faut consulter en pareille matière, nous apprend que, de 1890 à 1900, il y eut en tout : 4.210 grèves, 1 million de grévistes, 15 millions de jours de chômage. Les industries les plus atteintes furent les industries textiles — où jusqu'en 1900, entre parenthèses, on comptait le moins de syndicats. Il y eut dans cette branche 378 grèves. Venaient ensuite la métallurgie et le bâtiment. Ces trois industries avaient fait, à elles seules, les trois

cinquièmes des grèves. Nous ajouterons, pour être complet, que 2.125 de ces conflits avaient pour but une augmentation de salaires ; d'autres, soit 544, l'empêchement d'une réduction, dans une période de dépression des affaires ; d'autres enfin, au nombre de 472, avaient pour objet des questions de personnes ou une diminution du travail. Si maintenant l'on veut connaître la proportion numérique des résultats de cet ensemble, le voici : succès ouvriers, 24 0/0 ; transactions, 32 0/0, échecs, 44 0/0 environ.

Voyons à présent plus près de nous. De 1900 à 1910, nous constatons un accroissement sensible du nombre des grèves, accroissement qui, d'ailleurs, n'est pas spécial à notre pays. On peut notamment le remarquer en Belgique, en Italie, en Allemagne...

En France, de 1894 à 1898, le nombre des grèves avait oscillé entre 356 et 476 ; depuis 1899, il y en eut plus de 500 ; en 1902, il y en eut 902 ; en 1904, 2.026 avec les premières grèves agricoles ; en 1906, 1.309 ; en 1907, 1.275 ; en 1908, 1.073. Les résultats de cette période furent plus favorables aux ouvriers : réussites 27 0/0, transactions 37 0/0, échecs, 36 0/0.

La progression du nombre des grèves peut sembler à bon droit inquiétante. Il n'est pas dans notre rôle, pour l'instant, de nous en occuper. Etudiant la grève en tant que phénomène économique et social et nous plaçant à cet unique point de vue, nous nous bornons à enregistrer une constatation contre laquelle on ne peut guère trouver de

preuves valables : à savoir que l'augmentation des grèves ne saurait provenir du seul fait de l'antagonisme qui divise chaque jour plus profondément, il faut le reconnaître, le monde patronal et la classe ouvrière, mais qu'elle dérive aussi d'une autre cause plus directe, qui est précisément l'amélioration que les grèves ont apportée au sort du salarié. La grève a, d'une façon générale et en dehors de toutes les autres raisons qui ont pu contribuer à établir ce résultat, aidé au relèvement des salaires : voilà ce qui ne peut être contesté.

Nous nous empresserons d'ajouter, pour ceux qui seraient tentés de s'émouvoir outre mesure, que les grèves sont loin d'être un mauvais symptôme, car en réalité les périodes de grèves correspondent presque toujours aux périodes de prospérité industrielle. Les économistes l'ont bien souvent démontré, et c'est pourquoi l'on est témoin du même accroissement non seulement en France, mais dans toutes les nations étrangères où les rapports économiques se font de plus en plus intenses : Allemagne, Belgique, etc...

Un économiste des plus documentés établissait dernièrement une instructive comparaison entre la courbe des grèves et celle des exportations. Posant en principe que le meilleur critérium pour apprécier la richesse d'un pays, c'est le chiffre de ses exportations, il a trouvé que les grèves devenaient précisément plus fréquentes aux moments où les exportations étaient le plus considérables. Puis, faisant un raisonnement en quelque sorte inverse, il a prouvé également que la courbe des

grèves et la courbe des chômages ne se suivaient pas le moins et qu'au contraire, plus il y a de chômeurs et moins il y a de grèves.

L'Angleterre seule, tout en profitant du regain de vitalité dont les affaires ont bénéficié en ces dernières années, a vu diminuer le nombre de ses grèves. Pour quelle cause ? On a dit : l'organisation puissante des *trade-unions* et leur large esprit de sagesse, ainsi que le fonctionnement des tribunaux de conciliation. Ce n'est là qu'une des raisons. L'Angleterre, pas plus que les autres pays, n'a résolu la question sociale, et à la diminution du nombre des grèves qu'on y constate il faut attribuer, comme véritable cause, l'augmentation du nombre des chômeurs. N'a-t-il pas fallu qu'en 1905 une loi vînt s'occuper de leur situation ?

Nous devons maintenant conclure, ainsi que nous l'avons fait après avoir étudié la grève au point de vue du droit strict. Mais la logique, ici, nous amène à une conclusion quelque peu différente. C'est qu'en effet, envisageant la grève en tant que phénomène économique et social, c'est-à-dire en tant que phénomène qui s'est imposé à notre vie sociale, sans nous préoccuper d'aucune manière de la légitimité de son fondement ou de l'équité de ses conséquences, — parle-t-on de justice quand un volcan s'allume ou qu'une montagne s'écroule ? — nous hésitons à dire qu'il serait souhaitable d'en voir la complète disparition, car les moyens législatifs proposés pour la remplacer sont inefficaces et impropres à donner les mêmes résultats.

Cette lutte des ouvriers contre les patrons, c'est l'image de la guerre dans le domaine politique. Mais, à l'inverse de ce que l'on peut constater dans les annales des peuples, où bien souvent les efforts de ceux qui combattaient pour leurs libertés et leur indépendance se sont trouvés cruellement réprimés et étouffés, nous croyons que, si l'on parcourait minutieusement l'histoire économique du XIX^e siècle, l'on ne rencontrerait pas d'exemple qu'une classe quelconque ait lutté sur le terrain social pour l'amélioration de son sort, sans obtenir au moins quelque avantage. Là, il semble bien qu'aucun effort n'ait été stérile.

Et, d'un autre côté, si la grève fait forcément des victimes dans la profession où elle s'exerce à un moment donné, il s'établit en général une contrepartie, et l'on peut très bien soutenir que la société dans son ensemble profite du résultat obtenu par certains grévistes. Les salaires étant plus élevés, il en découle plus de bien-être pour la classe innombrable des salariés; et les achats augmentant, le commerce et les industries croissent dans les mêmes proportions. Tant il est vrai que tout est lié dans la sphère de l'économie sociale.

Nous pensons, à ce point de vue, comme M. Charles Gide qui, dans ses *Principes d'économie politique*, raisonne ainsi, démontrant que le salaire peut fort bien ne pas s'élever que par la réduction du profit :

« Si l'on songe, dit-il, combien le taux du profit est déjà réduit par la concurrence universelle et qu'il faut pourtant laisser aux entrepreneurs un

certain minimum sans lequel ils quitteront la partie, ne faut-il pas conclure que la marge de hausse des salaires est bien restreinte et doit aller en se rétrécissant de plus en plus? — Et si l'on admet que les patrons, sous la pression des salaires accrus, réussiront à élever leur prix de vente et à rejeter ainsi sur le public, par répercussion, la hausse des salaires, qu'y gagneront les ouvriers? car eux-mêmes faisant partie du public, ne reperdront-ils pas en tant que consommateurs par la hausse des prix, ce qu'ils ont pu gagner en tant que travailleurs par la hausse des salaires?

« Mais à tout cela il faut répondre que s'il y a un accroissement général de production et par conséquent du revenu total à partager, la hausse des salaires pourra très bien avoir lieu sans se heurter à aucune limite fatale et même sans rogner la part des autres copartageants. Et on peut même légitimement espérer, sans commettre une pétition de principe, qu'une hausse graduelle des salaires, en permettant à la population ouvrière de se développer physiquement et intellectuellement, augmentera la productivité du travail, par conséquent le revenu total du pays, et ainsi, par un circuit, facilitera une hausse subséquente et plus générale des salaires. »

La grève a produit, en fait, l'élévation des salaires, voilà ce qui reste son principal et meilleur argument.

B

DE LA GRÈVE DANS LES SERVICES OU INDUSTRIES D'INTÉRÊT PUBLIC

Ceci posé, quelle solution allons-nous être conduits à adopter quand la grève se produira non plus dans une industrie ordinaire, mais dans un service public. N'y aura-t-il aucune différence de traitement à lui faire subir? Restera-t-elle sous l'empire du droit commun, ou, au contraire, devra-t-elle entraîner pour ceux qui y participent des sanctions exceptionnelles? Et pour quelles raisons? Tel va être l'objet de notre discussion.

Mais il importe avant tout de délimiter la notion de service public, notion à la fois trop incomplète et trop large, et qu'il serait bien préférable à nos yeux de remplacer par la notion plus exacte de service *d'intérêt public*.

Ceux qui se sont préoccupés d'interdire la grève dans les services dont le fonctionnement leur paraissait indispensable pour la vie sociale n'ont pensé tout d'abord qu'aux services administrés directement par l'Etat et dont les-employés pouvaient être dans une certaine mesure considérés

comme des fonctionnaires relevant directement de sa surveillance et de son autorité.

Que cette notion soit incomplète, ce n'est que trop évident.

Certains services, bien que n'étant pas gérés directement par l'Etat, n'en ont pas moins une importance telle que la cessation de leur fonctionnement entraînerait une perturbation générale : ainsi les chemins de fer, les transports en commun ; les services des eaux, gérés par les municipalités ou concédés par elles à l'industrie privée ; les services d'éclairage des villes, ordinairement concédés, etc...

Cette notion est trop large aussi, peut-on ajouter, car l'Etat exploite certains monopoles qui pourraient sans trop d'inconvénients pour la richesse ou la tranquillité publiques chômer pendant un certain temps. Nous citerons les tabacs. Nous pourrions aussi, depuis surtout la vulgarisation du briquet, mentionner les allumettes de la régie.

Quel est donc en réalité le *critérium* permettant de ranger tel ou tel service dans la catégorie des services d'intérêt public ? Nous croyons que personne encore ne l'a nettement posé, car, si nous consultons les différents projets de loi déposés sur la question, ou les travaux des économistes, nous constatons que presque tous procèdent par le moyen pratique, mais peut-être trop facile, de l'énumération. C'est ainsi que M. Théodore Reinach, auteur d'une proposition de loi déposée en 1910 et tendant à l'interdiction du chômage « dans les industries ayant le caractère de services

publics », comprend parmi ceux-ci, et sans plus ample explication, « les chemins de fer, les services maritimes subventionnés, les postes, télégraphes et téléphones, l'éclairage public, l'approvisionnement des villes en eau potable ».

Nous croyons, quant à nous, qu'il est nécessaire d'aller plus à fond et de définir le service d'intérêt public d'une manière plus méthodique ou, si l'on veut, plus scientifique.

L'histoire ne peut-elle nous être à ce sujet de quelque secours? Peut-être la façon dont était comprise, à une époque déjà reculée, la notion de service d'intérêt public va-t-elle nous fournir des aperçus nouveaux et nous apporter la définition désirée.

Notre matière nous permet, en effet, de constater une fois de plus que les problèmes économiques et sociaux qui nous paraissent les plus modernes se sont posés à différentes époques. Il est rare que les préoccupations qui nous assaillent aujourd'hui et nous paraissent nouvelles ne se soient pas déjà, à un moment ou à un autre de l'histoire, imposées à l'attention des gouvernements.

C'est ainsi que, sous le Bas-Empire, la crainte de voir se dépeupler un trop grand nombre de professions dont le recrutement devenait de plus en plus difficile, à raison de circonstances historiques que nous n'avons point à relever ici, avait fait instituer un régime autoritaire, englobant dans un réseau à mailles serrées la plus grande partie des professions publiques ou privées, et

basé tout entier sur la notion du service d'intérêt public.

Tout d'abord, ainsi que nous le lisons dans l'*Histoire du Droit français* de M. Esmein, l'Etat se réservait la fabrication de certains objets, tels que les armes, les étoffes précieuses ou certaines orfèvreries. « Il y avait là de véritables monopoles et, pour les exercer, des manufactures impériales. Les ouvriers qui y étaient employés, ingénus, affranchis ou esclaves, étaient obligatoirement attachés à leur service, leur mariage était étroitement réglementé, et les enfants qui en naissaient étaient nécessairement voués à la même profession. »

Jusque-là rien qui puisse nous étonner. Mais voici qui va nous montrer quelle large extension donnait l'administration d'alors à la notion que nous cherchons à définir.

« Parmi les autres métiers, laissés à l'industrie privée, continue M. Esmein, certains faisaient l'objet d'une réglementation toute spéciale. Il s'agissait de professions qui étaient considérées comme absolument indispensables pour assurer la vie des cités : les bateliers ou marins, qui apportaient les céréales par mer ou par la voie des fleuves; les boulangers, les marchands ou conducteurs de troupeaux qui fournissaient la viande nécessaire à l'alimentation; de même les membres de certains corps recrutés parmi les plébéiens des villes pour assurer certains services municipaux indispensables, par exemple celui des pompiers en cas d'incendie, celui des croque-

morts et celui des bains publics. Pour ceux-là on considérait leur profession comme un véritable service public et, par suite, on commença par exempter ceux qui s'y consacraient des *munera* ou charges imposées aux autres citoyens, puis on arriva à les attacher plus ou moins étroitement à leur métier, comme le curial était attaché à la curie, et à rendre la profession obligatoirement héréditaire. »

Quant aux métiers qui restaient, M. Esmein nous apprend encore que tous ceux de quelque importance furent organisés en *collegia* ou corporations et soumis à la surveillance et à la juridiction de fonctionnaires impériaux, en même temps que leurs membres étaient exemptés des *munera*, comme remplissant une charge utile pour la société. Mais le service n'y était pas forcé, ni l'hérédité obligatoire.

Il semble que l'administration du Bas-Empire se soit inspirée sans la formuler d'une définition que nous prenons sans hésitation à notre compte et qui nous paraît seule de nature à concilier à la fois les exigences du bien public et la liberté de la grève. La voici telle que nous la composons.

Nous ferons simplement remarquer que nous sommes amené à y faire figurer — étant donné que le mot *service* évoque ordinairement l'idée d'une profession monopolisée ou administrée directement par l'Etat — l'expression *industrie*, qui est plus générale et englobe tous les métiers et professions qu'il est dans notre esprit de ranger sous le critérium énoncé.

Devra être considéré comme service ou industrie d'intérêt public et soumis comme tel à un régime spécial toute industrie ou commerce, géré soit par l'Etat, soit par des compagnies concessionnaires ou des particuliers, qui assure aux citoyens des avantages ou qui leur fournit des produits dont la privation complète peut à bref délai les exposer à la misère, à la faim, à la maladie ou à la mort.

Ce principe posé, il nous reste à en tirer des applications faciles, et les exemples vont abonder pour nous en montrer la logique et l'utilité.

Rentrerons d'abord dans ce critérium toutes les professions dont le fonctionnement ininterrompu est indispensable à l'hygiène et à la santé publique : les pharmaciens(1), les médecins ; les services de salubrité quelconques, dans lesquels nous ferons rentrer celui des égouts, celui de l'enlèvement des ordures, exécuté par ceux qu'on appelle communément à Paris les *boueux* ; les infirmiers et infirmières des hôpitaux ; les croque-morts et les employés des pompes funèbres ; les pompiers, etc.

Ces services ont trait à l'hygiène et à la santé générales. D'autres sont indispensables pour l'alimentation publique : nous nommerons les boulangers et les laitiers, ayant d'ailleurs le devoir de nous en tenir là, car seuls le pain et le lait

(1) Nous nous étonnons, entre parenthèses, que personne n'ait jusqu'ici songé à s'émouvoir du caractère odieux d'une grève de pharmaciens. En 1906, au cours de la grève générale survenue en Italie, les pharmaciens de Venise avaient fermé leurs portes. Il n'est peut-être pas d'autre profession où la notion d'intérêt public s'oppose davantage à l'examen d'une prétendue liberté de la grève dont l'effet serait un véritable retour à la barbarie.

— ce dernier pour les nourrissons — peuvent être considérés comme aliments de première nécessité, les autres pouvant à la rigueur se remplacer réciproquement.

Il nous faut énumérer aussi, toujours par application de notre définition, les services dont le fonctionnement ininterrompu est indispensable pour éviter la ruine économique du pays. Nous y ferons rentrer les chemins de fer, les grands transports maritimes, les postes, télégraphes, téléphones, l'éclairage des villes, les services d'adduction d'eau potable. C'est la liste donnée par M. Joseph Reinach dans la proposition de loi qu'il a présentée à la Chambre. Mais nous n'entendons, quant à nous, ne donner à cet égard que quelques exemples : rien, à notre avis, ne s'oppose à ce que cette énumération soit allongée si les services qu'on ajoute se plient à notre critérium.

Nous devons citer enfin les services qui ont pour but d'assurer la sécurité des citoyens. Nous ne parlons pas bien entendu des soldats, auxquels la discipline imposée par la loi fait une règle de fer et qui sont, d'ailleurs, destinés surtout à défendre la nation contre l'envahissement, mais des agents de police et des gardes de toutes sortes, entrés volontairement dans une fonction dont l'exercice régulier importe au plus haut point à la vie normale de la société.

Ainsi ces quatre grandes catégories nous paraissent devoir satisfaire à peu près aux exigences de la définition que nous avons acceptée. Mais il est bien évident que nous n'entendons en rien limiter

les espèces et que le critérium posé peut être d'une application plus ou moins large. On peut l'étendre ou le restreindre. Et comme, d'autre côté, il n'est pas possible de laisser à l'arbitraire le choix des professions qui devront être rangées ou non dans la classe des services ou industries d'intérêt public, il appartiendra à nos législateurs de procéder strictement et par énumération, comme quelques-uns, nous l'avons vu, l'ont déjà tenté, afin d'éviter tout excès soit dans un sens, soit dans l'autre.

DEUX PROBLÈMES

Ayant ainsi, d'une part, établi les principes généraux applicables en matière de grève et, d'autre part, bien délimité ce que nous entendons par services ou industries d'intérêt public, nous allons — suivant encore la formule que nous avons adoptée dans notre première partie — étudier successivement la question de la grève dans ces services sous ces deux aspects.

1° En l'état actuel de la législation, la grève dans les services publics est-elle permise? — Et ici, il nous faudra bien momentanément, puisque notre principe et notre définition n'ont encore passé dans aucun texte, revenir à la notion courante du service public, laquelle implique que l'Etat se trouve en jeu, soit qu'il emploie directement des fonctionnaires, soit qu'il ait par concession ou monopole délégué partie de ses droits à des administrations tierces.

2° La grève dans les services d'intérêt public, considérée comme phénomène économique et social, peut-elle être tolérée? Ne doit-on pas, à raison de son caractère même, la soumettre à un régime de rigueur? Il s'agira ici uniquement du point de vue théorique et social.

Nous examinerons ensuite rapidement par quel procédé — s'il est démontré que la grève dans les services d'intérêt public est inacceptable — on

pourrait au moins tenter de l'éviter. L'étude de la législation étrangère, en nous montrant le rôle qu'on a pu jusqu'ici faire jouer à l'arbitrage, nous sera à cet égard d'un puissant secours, et peut-être trouverons-nous ainsi en dehors de chez nous quelque exemple digne d'être suivi.

Mais il serait bon de chercher à constater d'abord quelle peut être la première impression en face du problème qui se pose. Nous verrons ensuite quel est le droit et s'il correspond à ce qu'on devrait légitimement en attendre.

Or, *a priori*, instinctivement, quand une grève se produit dans un service d'intérêt public, on a la sensation d'une faute, le sentiment que ceux qui la soutiennent manquent à un devoir plus ou moins bien défini, à un devoir social.

Il semble, en effet, qu'un citoyen n'ait pas que les devoirs strictement professionnels qui dérivent de son contrat de travail, mais encore d'autres obligations plus larges et plus élevées que lui imposent son état et son rôle dans une société civilisée. Cette idée est conforme non seulement à la morale traditionnaliste et religieuse, mais à la morale solidariste si en vogue aujourd'hui. L'individu est lié envers l'ensemble même de la collectivité, et ses devoirs sont plus ou moins graves, suivant l'importance sociale de la fonction qu'il exerce. Que penserait-on d'un général qui, placé en face de l'ennemi et sur le point de livrer bataille, se rappellerait soudain qu'il est atteint par la limite d'âge et abandonnerait son poste pour se conformer à un règlement strict ;

ou d'un ministre démissionnaire qui refuserait d'accomplir les besognes courantes...

Il peut donc y avoir des devoirs sociaux qui débordent la sphère du devoir professionnel, et l'on a bien l'impression que ceux qui se mettent en grève dans les services d'intérêt public peuvent avoir mille fois raison au point de vue des engagements qu'ils ont contractés, mais qu'il n'en commettent pas moins une faute au point de vue social.

Et voilà pourquoi il serait urgent de faire cadrer ces deux conceptions de la faute, de telle manière qu'une faute sociale constituât en même temps une faute professionnelle et juridique.

Nous n'en sommes malheureusement pas encore là.

I

**La grève des services publics
au point de vue juridique.**

La première des deux questions que nous nous sommes posées était la suivante : à savoir quel est, sous l'empire de la législation actuelle, le régime juridique applicable à la grève lorsqu'elle se produit dans un de ces services.

Sur ce point, on a discuté à perte de vue, mais la réponse, en réalité, est facile : il n'existe, à notre avis, aucun texte spécial réglementant, limitant ou interdisant la grève survenant soit dans un service géré directement par l'Etat, soit dans un service concédé.

Nous ne parlons pas, bien entendu, des autres industries ou commerces que nous avons fait rentrer dans la catégorie des services d'intérêt public, puisqu'il ne s'agit encore, en ce qui les concerne, que d'une opinion doctrinale et que naturellement aucune loi spéciale n'en a tiré jusqu'ici d'application.

Mais c'est précisément en se basant sur ce silence des textes que les uns ont voulu induire que la grève était permise dans les services publics comme ailleurs — et l'on se rappelle que ce fut, au moment de la grève des chemins de fer, l'opinion de M. Barthou — ; que les autres,

au contraire, ont conclu qu'elle était interdite par ce seul fait que son exercice n'était point prévu expressément. Cela revient à se demander si l'on doit appliquer ce principe que tout ce qui n'est pas permis est défendu, ou le principe opposé que tout ce qui n'est pas défendu est permis.

La solution que nous avons apportée pour la grève en général nous permet pourtant de résoudre cette question de la façon la plus simple. Il n'y a pas à proprement parler, avons-nous dit, de droit de grève. Il n'y a qu'une liberté de droit commun qui consiste à ne pas travailler, par suite d'une initiative isolée ou d'une résolution collective, lorsqu'on ne se trouve pas ou lorsqu'on ne se trouve plus dans les liens d'un contrat de travail préexistant. Ainsi dans tous les services publics où les employés et ouvriers auront pris des engagements soit envers l'Etat, soit envers les municipalités ou les compagnies concessionnaires — engagements à durée déterminée, ou engagements à durée indéterminée dans les professions où un délai-congé se trouve imposé par l'usage — il ne pourra être question pour chacun de ces employés ou ouvriers pris individuellement de cesser son travail avant l'expiration du terme fixé, ou sans l'observation du délai-congé.

Mais nous n'hésitons pas, nous plaçant sur le seul terrain juridique et sous réserve de ce que nous allons exposer par la suite — nous n'hésitons pas à déclarer avec M. Barthou que, si les conditions de l'engagement sont remplies, rien ne nous

paraît s'opposer à ce que les employés ou les ouvriers d'un service public se concertent pour cesser collectivement le travail, d'une façon aussi régulière, aussi légale que les employés ou les ouvriers de n'importe quelle industrie ayant un caractère d'intérêt privé.

Nous observerons même que, pour être parfaitement logique, il faudrait admettre, juridiquement, la liberté de la grève pour les fonctionnaires auxquels aucun texte spécial ne l'a interdite.

Il est vrai que l'opinion presque générale est que ceux qui sont au service de l'Etat ne sauraient à aucun moment abandonner leurs fonctions. Pour beaucoup de théoriciens même, qui ne voudraient pas voir le gouvernement délaisser son droit souverain, il n'y aurait pas lieu de distinguer, selon la fameuse division de M. Berthélemy, entre les fonctionnaires de gestion et les fonctionnaires d'autorité. C'est qu'en effet donner aux fonctionnaires, quels qu'ils soient, le droit syndical et le droit de grève, c'est, au demeurant, les mettre en mesure de tenir en échec le pouvoir de l'Etat.

Il faut se poser sans détours la question de savoir si oui ou non le droit de grève peut, d'après nos lois, être enlevé aux fonctionnaires publics. Or, sur quels arguments s'appuie-t-on pour l'affirmer ? Les principaux sont tirés des articles 121 et 126 du Code Pénal, qui traitent de la *coalition des fonctionnaires*.

Le premier s'exprime ainsi : « Tout concert de *mesures contraires aux lois*, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de

quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni... »

L'article 126 dit : « Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique, les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque. »

N'aperçoit-on pas immédiatement qu'il n'a pas été dans l'intention du législateur de viser la grève ? Il n'apparaît pas, en tout cas, — pour répondre à l'article 123, — qu'une coalition de fonctionnaires, même dans le but de la cessation de leur service, présente toujours le caractère de mesure contraire à la loi. L'acte de grève semble être plutôt négatif que positif et pourrait assurément s'accomplir sans entraîner aucune violation proprement dite de la loi.

Quant à l'article 126, il frappe de son côté les fonctionnaires qui auront *arrêté de donner des démissions*. Mais il s'agit là de quelque chose de bien net ; cet article est conçu en termes absolument restrictifs ; et l'on sait bien qu'en matière pénale les textes doivent être interprétés strictement : celui-ci frappe les démissions collectives, non pas la grève, et les gens qui font grève se gardent bien de démissionner.

Ainsi, théoriquement, il semble qu'on ne puisse pas refuser aux fonctionnaires la liberté de la grève. Cette liberté sera seulement inapplicable

en pratique, les conditions dans lesquelles la plupart d'entre eux se sont engagés vis-à-vis de l'Etat ne comportant ni durée limitée ni délai-congé.

Nous terminerons en faisant observer que les conséquences dangereuses auxquelles nous sommes forcés d'aboutir sur le terrain juridique montrent précisément l'obligation de ne pas s'y tenir et qu'il nous faut envisager le caractère économique et social de la grève des services publics pour arriver à de tout autres conclusions et à la nécessité d'une réforme législative.



II

La grève dans les services ou industries d'intérêt public doit-elle être soumise à un régime d'exception ?

La grève survenant dans un service d'intérêt public ne doit-elle pas, à raison de ses effets économiques et sociaux, être soumise à un régime d'exception, et pour quelles raisons ?

C'est notre deuxième question, celle qui retiendra principalement notre attention.

L'individu le moins familiarisé avec les problèmes économiques est forcé de reconnaître qu'une grève de ce genre emporte des conséquences exceptionnelles, en même temps qu'elle se heurte à un certain instinct de conservation et de justice. Il conviendra donc sans peine qu'il est nécessaire de la soumettre à un régime spécial, impliquant, le cas échéant, des sanctions exceptionnelles.

Mais, si presque tous les théoriciens se sont trouvés d'accord quant aux résultats de leurs discussions, les arguments dont ils se sont servis ont varié à l'infini et n'ont pas toujours eu, à notre avis, la portée que leur ont attribuée leurs auteurs.

Ils sont tirés généralement des bénéfices dont jouissent ceux qui collaborent à un service public,

qu'ils soient fonctionnaires ou simplement attachés à une des puissantes compagnies auxquelles l'Etat et les communes concèdent des monopoles.

« Les conditions des contrats — écrit M. Berthélemy, professeur à la Faculté de Droit de Paris, en parlant il est vrai des fonctionnaires, mais son argumentation a été reprise et appliquée à tous les employés des services publics, — les conditions des contrats qu'ont faits le maçon ou le charpentier sont déterminées par le cours des salaires et par les usages des chantiers. Le travail libre est, en effet, une marchandise comme les autres. Les cours, c'est-à-dire les conditions de prix et de durée, sont influencés par la loi de l'offre et de la demande...

« Les conditions du travail, dans les services publics, et le montant des traitements ne sont influencés par aucune considération semblable. C'est l'autorité qui a fait le règlement. »

M. Berthélemy ajoute : « Les préoccupations dominantes ont été d'assurer, aux meilleures conditions possibles, l'existence et le fonctionnement normal du service qu'elle institue. »

Après avoir indiqué que la détermination du salaire ne se fait pas par l'exercice des mêmes éléments pour les travailleurs de l'industrie privée et pour les travailleurs des services publics, on invoque encore les avantages inhérents à la situation même de ces derniers.

Que l'on songe, dit-on, à la sécurité des emplois publics, au bénéfice de la retraite qu'ils assurent d'ordinaire, à tous les petits profits dont ils sont la

source, et l'on conviendra qu'on ne peut les assimiler à ceux qu'offrent le commerce et l'industrie privés.

On ajoute enfin, suprême argument : le droit de grève ne peut pas être toléré là où n'existe pas le droit correspondant de renvoi.

« Le droit de grève, estime M. Yves Guyot dans *Les Chemins de fer et la grève*, implique pour les deux parties le droit de ne pas renouveler le contrat de travail. Si les salariés ont le droit de refuser de céder leur travail, les salariables doivent avoir le droit de ne pas les prendre. Le droit de grève pour les uns implique le lock-out pour les autres... » Et plus loin, constatant que « le contrat des employés de chemins de fer a... le même caractère de permanence que celui de l'Etat », il ajoute : « Ce caractère de permanence exclut la grève. »

Tels sont les motifs qu'on aime le mieux à invoquer quand il s'agit d'étudier la grève dans les services publics. Il y en a d'autres, M. Berthélemy ni M. Guyot, puisque nous avons cité ces deux théoriciens, n'ont pas manqué d'en énumérer. Mais ce sont ceux-là qui frappent surtout et semblent entraîner les hésitants : c'est pourquoi nous les avons détachés.

*
* *

Les garanties spéciales dont bénéficient certains employés des services publics, les avantages matériels, tels que la retraite, qui leur sont

offerts, l'impossibilité d'user contre eux de l'arme du renvoi, et d'une façon générale tous les arguments tirés de la situation des ouvriers ou employés qui nous occupent considérée en elle-même, sont, à nos yeux, insuffisants et inutiles. Il nous semble que ce sont là des considérations d'équité, qui doivent être dominées par un principe d'un fondement plus solide, d'une portée plus large. Ce principe, nous l'énoncerons en ces termes : « *La nécessité, pour la Société, de vivre sa vie normale, lui confère le droit d'exiger des citoyens, par la voie de la contrainte, tout service public indispensable pour l'assurer.* »

Rien de plus aisé que sa justification. Une société ne saurait vivre sans gouvernement, sans lois, sans tribunaux, sans police. Cela revient à dire que certains de ses intérêts vitaux ne peuvent être sauvegardés que par la contrainte. Elle ne peut prolonger son existence, maintenir son indépendance, remplir sa mission, qu'à la condition de diminuer, dans une certaine mesure, la somme de liberté dont jouissent les citoyens qui la composent, ou telle catégorie d'entre eux. Les anciens croyaient même à la nécessité de la supprimer tout à fait pour l'immense armée des esclaves. Peu de gens se rendent compte, peut-être, que si nous n'allons plus aussi loin dans l'application, c'est toujours du même principe que nous nous réclamons dans les sociétés modernes pour en assurer la défense. Le service militaire est-il autre chose, en réalité, qu'un esclavage temporaire, et le citoyen libre du xx^e siècle ne devient-il

pas, sous les drapeaux, un « *servus publicus* » à terme ?

La contrainte est toujours, en définitive, le premier pivot du mécanisme social. Une société organisée, qui veut vivre et par conséquent se défendre contre ses ennemis extérieurs et intérieurs, ne saurait s'en passer. Elle seule peut remédier, dans les moments de crise, aux défaillances de la liberté, ainsi qu'à l'insuffisance d'une légalité faite pour un état de paix sociale.

D'où naît, pour une société, ce droit exorbitant d'empiéter à son profit, dans la mesure de ses besoins, sur la liberté des citoyens qui la composent ? Lui a-t-il été consenti, comme le prétendait Rousseau, par un contrat passé à l'origine des temps ? N'est-il au contraire qu'une manifestation de sa force, laquelle ne saurait recevoir, comme le croient les anarchistes, aucune consécration de justice ou de logique ? Peu importe. C'est là un de ces problèmes, passionnants pour les philosophes, que les hommes politiques ne doivent même pas se poser. Ceux qui dirigent un navire répondent de la vie de leurs passagers. Il serait oisieux pour eux de discuter, au plus fort d'une tempête, l'origine et l'étendue des droits qu'ils possèdent sur leur équipage. De même, la conduite des hommes politiques doit avant tout s'inspirer de constatations de fait. Le premier devoir pour eux est de se plier aux nécessités pratiques de la vie des peuples.

Les gouvernants ne doivent pas être des idéologues. Il est à désirer qu'une nation soit repré-

sentée par d'habiles diplomates et défendue par de bons généraux, de manière à sauvegarder ses intérêts extérieurs.

Il est souhaitable qu'elle soit dirigée aussi par des économistes et des sociologues avertis, capables d'en assurer la prospérité intérieure. Mais il serait, par contre, inutile et dangereux qu'elle eût à sa tête de parfaits juristes. L'état d'esprit de juristes accomplis répugne au sacrifice des droits de l'individu. Le sacrifice doit pourtant s'imposer parfois, au profit de la société et au détriment de telle ou telle catégorie de citoyens, pour des raisons de nécessité qui ne sont que des raisons de fait.

Pour nous résumer, le salut social doit s'acheter, au besoin, au prix de la liberté individuelle, si respectable soit-elle, et des garanties qu'offre aux citoyens une légalité normale. Jamais les Anciens n'en auraient douté : « *Salus patriæ suprema lex* », disaient-ils ; et c'est la même pensée qu'exprimait M. Briand, lorsque, sachant bien qu'il allait soulever les protestations et les clameurs de l'Extrême-Gauche, et désireux peut-être d'obtenir ce résultat, il ne craignait pas de déclarer que, placé en présence de circonstances graves, mettant la société en péril, il n'hésiterait pas à sortir d'une légalité stricte qui ne lui fournirait que d'insuffisantes ressources.

Que cette doctrine ait ses dangers ; qu'elle permette des abus de pouvoir et paraisse justifier bien des actes de césarisme, nous n'entreprendrons pas de le nier. Mais il suffira de remarquer

que la thèse opposée serait plus néfaste encore. A la maxime romaine : « *Salus patriæ suprema lex* », s'oppose la formule révolutionnaire : « Péririssent toutes les colonies plutôt qu'un principe », laquelle revient à dire : « Périsse la société, plutôt qu'une des libertés reconnues par notre droit actuel aux individus. » Entre les deux, l'hésitation ne nous paraît guère permise.

Nous admettons donc que la société peut user de contrainte et empiéter, dans toute la mesure où les circonstances le rendent nécessaire, sur le domaine de la liberté individuelle, lorsqu'il s'agit de sauvegarder ses intérêts primordiaux. Ce principe a toujours été appliqué pour ce qui concerne les fonctions de défense de l'organisme social. La nécessité du service militaire ne rencontre pas, en effet, d'adversaires sérieux. Mais voici la conclusion à laquelle nous voulions en venir : *Ce qui est vrai pour les fonctions de défense de l'organisme social doit l'être aussi, logiquement, pour ce qui concerne ses fonctions de conservation.*

Pourquoi en serait-il autrement ? Les dangers intérieurs qui menacent une société organisée dans ses intérêts vitaux sont-ils forcément moins redoutables que les périls extérieurs ? Un individu n'a-t-il pas autant le devoir de lutter contre les maladies qui peuvent affaiblir ou ruiner sa constitution que contre les attaques de ses ennemis ? Pour quelle raison ne pourrait-on, lorsqu'il s'agit du corps social, appliquer un remède aussi énergique dans le cas d'une perturbation écono-

mique grave que dans celui d'une guerre extérieure ou d'une guerre civile ?

Des exemples feront saisir la nécessité logique de cette assimilation. Supposons, — théoriquement pour l'instant, bien que nous ne sachions pas, après tout, si des éventualités de cet ordre ne se réaliseront pas un jour, — supposons qu'une des industries d'intérêt public dont nous avons tenté l'énumération voie son fonctionnement rendu sinon impossible, du moins difficile, par suite du manque du personnel nécessaire à l'assurer. Envisageons une époque où l'émigration vers les villes entraînant le dépeuplement progressif des campagnes, ou encore la dépopulation, auraient pu tarir dans de sérieuses proportions le recrutement des professions agricoles ; où des conditions de vie trop dures, des avantages matériels ne correspondant plus aux efforts fournis, la disparition de l'apprentissage, auraient détourné la masse ouvrière des branches industrielles indispensables pour l'harmonie économique et la marche normale des affaires. Ce jour-là, le jour où l'on ne pourrait plus trouver en nombre suffisant des cheminots, ou des boulangers, ou des cultivateurs, nous n'hésitons pas à reconnaître au gouvernement le droit et le devoir d'assurer par la militarisation — au sens très large du mot, bien entendu, — ou par une forme quelconque de la contrainte, le recrutement forcé et le fonctionnement suffisamment ample et régulier de ces professions méprisées.

C'est sur cette idée que reposait, dans l'antiquité,

l'institution de l'esclavage. C'est de cette même idée — et ceci nous permet en passant de répondre par un argument de fait à cette objection que l'hypothèse posée est inadmissible, le libre jeu des lois économiques se chargeant bien vite de rétablir au profit des industries momentanément abandonnées l'équilibre rompu — c'est de cette même idée, disons-nous, que s'inspirait l'administration du Bas-Empire, dont nous avons rappelé la curieuse réglementation. De ce que la façon dont on en tirait des applications violât la justice et l'égalité, il ne faudrait pas conclure qu'elle fût fautive en soi. Dès lors que l'on considère l'intérêt social avec toutes ses exigences, non plus en juriste, mais en homme politique et en sociologue, on doit assurer, par n'importe quel moyen, le fonctionnement continu des services d'intérêt public. Et pourquoi ? parce que tout régime, si exceptionnel soit-il, est préférable à la mort, de même que tout gouvernement, quel que soit son despotisme, si oublieux soit-il de la légalité normale, vaut mieux que la famine et l'anarchie.

Armée du droit d'user d'une contrainte spéciale afin d'assurer, le cas échéant, le recrutement forcé des services d'intérêt public, la société ne saurait en être privée lorsqu'il s'agit pour elle d'éviter, dans le fonctionnement de ces services, des interruptions, des à-coups de nature à produire dans le mécanisme social des troubles profonds.

Elle pourra donc, en vue d'éviter les grèves dans chacun de ces services, empiéter, dans toute la

mesure nécessaire, sur la sphère de la liberté ordinaire des individus.

Pour arriver à ce but, elle tient à sa disposition deux moyens : l'emploi de la force armée, ou la sujétion à un régime spécial, plus ou moins analogue à la militarisation, des employés ou des ouvriers des services où la grève doit être interdite.

L'emploi des soldats, chargés de remplacer les grévistes, ne saurait jamais être qu'un très mauvais palliatif. Détournée de ses fonctions naturelles, l'armée ne saurait se prêter à des travaux de tout genre sans aucun rapport avec la défense nationale. Il faut la décharger des fonctions de conservation sociale pour lesquelles elle n'est pas créée.

Reste donc la ressource de soumettre à un régime d'exception les ouvriers ou employés des services et industries d'intérêt public. Ce régime pourra être dans certains cas la militarisation proprement dite. Nous avons des exemples qui nous prouvent qu'elle est parfaitement possible. La Ville de Paris emploie pour combattre les incendies un service de sapeurs-pompiers militarisés. Le transport des voyageurs et des correspondances, et bien d'autres services publics, offrent un intérêt plus permanent et plus important aussi que la défense contre le danger très problématique du feu. Aucune bonne raison logique n'empêcherait donc de recourir à la ressource de la militarisation pour en garantir la continuité. Mais elle a ses inconvénients et ne paraît pas indispensable.

Il suffit d'imposer aux cheminots, aux postiers, ainsi qu'aux autres employés des services d'intérêt public, un régime d'exception qui ne leur enlève que le strict minimum de liberté dont l'exercice serait funeste à l'ensemble de leurs concitoyens. La militarisation à laquelle ils seront soumis ne se traduira pour eux que par l'interdiction d'interrompre, en se concertant, le fonctionnement d'un service qui doit être essentiellement continu pour le bon ordre social.

Nous voilà conduits logiquement à l'interdiction de la grève sous peine de sanctions, et, qui plus est, de sanctions pénales, car les autres seraient illusoires qui ne consisteraient pas dans l'amende et dans la prison.

Certes, il s'ensuivra pour plusieurs catégories de citoyens une diminution notable de la somme de liberté qu'accorde le droit commun. Mais cela ne doit pas être un obstacle. Les citoyens ajouteront, en effet, leur consentement libre au droit de contrainte que possède l'Etat et qui suffirait à lui seul, nous venons de le démontrer, pour justifier dans leurs services l'interdiction de la grève. Les gardiens de la paix, les sergents rengagés et les officiers sont aussi des citoyens libres. Mais il ont abdiqué sciemment une partie de leur liberté. Ils se sont soumis, en parfaite connaissance de cause, à un régime de contrainte exceptionnelle. Il en sera de même pour les catégories d'ouvriers et d'employés qui nous occupent. Ils trouveront, du reste, dans des garanties spéciales, dans une situation plus stable, dans des avantages

matériels certains, la plus large compensation.

Il ne nous reste plus qu'à faire une remarque, et c'est la suivante. Les collectivistes, s'ils étaient simplement logiques, devraient être les derniers à s'élever contre une théorie qui accorde à la société un droit de contrainte assez étendue pour assurer sa bonne organisation et son bon fonctionnement économiques. Comment donc pourraient-ils, sans admettre nos principes, projeter l'édification de la cité de leurs rêves ? Comment justifieraient-ils la nationalisation des moyens de production ? N'exigerait-elle pas, sur une échelle infiniment plus large, le sacrifice de la liberté individuelle ? Comment pourvoieraient-ils au recrutement, — basé sur une corrélation mathématique entre la production et les besoins de la consommation, — des différentes branches de l'industrie qui, toutes, seront devenues, par définition, des services d'intérêt public ? Nous mettons au défi leurs théoriciens les plus habiles d'introduire dans les rouages de la société future la possibilité des grèves. Sans doute, ils nous répondront qu'elles n'auront plus de raison d'être. Mais nous n'en sommes pas convaincus. L'Etat collectiviste connaîtra peut-être, lui aussi, ses grèves révolutionnaires, et les sanctions que nous proposons aujourd'hui paraîtront bien douces à ses dirigeants pour les réprimer et les châtier.



POUR ÉVITER LA GRÈVE DANS LES SERVICES D'INTÉRÊT PUBLIC

L'ARBITRAGE

I

En France.

En face du danger permanent que font courir au pays la menace et la possibilité des grèves dans les grands services d'intérêt public, nous avons vu que la législation française se trouvait pour ainsi dire désarmée, puisque l'insuffisance des textes en la circonstance est manifeste. Nous avons dû reconnaître avec M. Barthou (1), qu'en ce qui concerne par exemple les chemins de fer — les plus importantes des entreprises concédées — leurs employés et ouvriers avaient légalement le droit d'abandonner le travail sans se placer sous le coup d'aucune sanction pénale. Quant aux fonctionnaires, les articles 123 et 126 du Code pénal invoqués généralement à leur encontre ne s'appliquent guère à la grève.

(1) M. Clémenceau, président du Conseil, était du même avis.

Restent les services — ni gérés par l'État ni monopolisés — dont le fonctionnement importe pourtant au premier chef à la sécurité ou à la vie de la nation. Il va de soi que notre législation ne s'en est jamais préoccupée et que c'est à peine, à l'heure actuelle, si quelques projets prévoyant leur interruption ont été soumis à l'étude du Parlement.

Il est évident que, dans la voie des réformes législatives, le seul moyen par lequel, même après l'avoir interdite par un texte formel, on puisse songer aujourd'hui à éviter la grève, c'est l'arbitrage.

Pour juger ce que nous pourrions en attendre au point de vue des services publics, il n'est pas sans intérêt de passer rapidement en revue ce qui a été accompli chez nous depuis la loi de 1892, — fameuse surtout par l'échec presque complet qu'elle a rencontré.

Nous n'avons pas à nous livrer à la critique qui peut en être faite. Rappelons seulement qu'au moment de sa discussion deux questions furent agitées :

1° La conciliation et l'arbitrage devaient-ils être obligatoires, avec sanctions contre les parties ?

2° Instituerait-on des tribunaux permanents ou, au contraire, créerait-on un tribunal spécial pour chaque conflit ?

Le Parlement se prononça contre l'hypothèse de l'obligation. C'était, pensait-on, une idée peu française. On songeait surtout aux difficultés

qu'il y aurait à assurer les sentences des arbitres. vis-à-vis des patrons, c'était aisé ; mais vis-à-vis des ouvriers ? On aurait pu tout au moins, semble-t-il, rendre obligatoire la conciliation et sanctionner cette obligation par des peines contre celui qui aurait rompu inopinément le contrat de travail. On n'adopta même pas cette dernière solution. La loi de 1892 laissait toutes choses facultatives : la conciliation, l'arbitrage et la décision arbitrale. Qui donc, dans ces conditions, se fût avisé d'y recourir ? On sait qu'en fait peu de lois furent aussi peu utilisées.

Sur l'autre point, la permanence des tribunaux d'arbitrage, le projet du gouvernement contenait deux titres : le premier traitait de la conciliation et de l'arbitrage accidentels ; le second prévoyait la création de tribunaux d'arbitrage permanents. On vota le premier. L'autre sommeille encore dans les cartons ministériels. Il en résulte qu'un comité spécial est constitué pour chaque affaire. Quelle autorité peut-il avoir ?

La loi de 1892, qui ne s'applique d'ailleurs pas aux rapports de l'Etat et de ses salariés, constitue le principal effort qui ait été tenté en France pour enrayer le fléau des grèves.

Aussi bien ne faudrait-il pas croire que le principe de l'obligation soit le nœud de toutes les difficultés. La question est beaucoup plus complexe. La conciliation obligatoire n'entraîne assurément qu'à des effets limités ; autrement gros de conséquences de toutes sortes apparaît l'arbitrage obligatoire. Il semble au premier

abord qu'on puisse assimiler le conflit de travail au procès ordinaire entre particuliers et même que le conflit industriel, étant plus grave que le second, réclame plus impérieusement encore l'intervention d'un tribunal. Mais, comme on l'a fort bien fait remarquer, l'analogie n'est que partielle. Supposons, en effet, un différend portant sur les salaires : l'employeur, qui connaît mieux que ses employés la limite de ses charges et supporte en définitive la responsabilité de ses affaires et de sa gestion, peut seul apprécier le niveau auquel il doit se maintenir. Quel pourra être dans ce cas le rôle d'un arbitre et comment son jugement pourra-t-il être rendu exécutoire ?

Cet exemple suffit pour faire toucher du doigt la délicatesse du problème. Dans la pratique, peu de législations ont adopté l'arbitrage obligatoire. Nous dirons plus loin comment l'appliquent quelques pays de l'Autralasie. En 1907, les trade-unions anglais se sont prononcés une fois de plus contre son intronisation légale. Chez nous, un comité d'arbitrage — obligatoirement prévu — avait été institué à la suite des grèves d'inscrits maritimes : on verra ce qu'il en est advenu.

On a essayé de former en France, en 1900, des comités de conciliation. M. Millerand, alors ministre du commerce, créa, par décret du 17 septembre 1900, ce qu'il appelait les *conseils du travail*, qui devaient être organisés dans diverses régions industrielles. Il devait y en avoir un par industrie, divisé en deux sections : l'une patronale, l'autre ouvrière, élues par les patrons ou les

ouvriers syndiqués. Ces conseils pouvaient être appelés à jouer le rôle de conciliateurs ou d'arbitres, directement ou après un échec de la loi de 1892.

Ils eurent un sort rapide. Aucun patron n'ayant voté, ils ne purent se constituer.

Les adversaires du décret Millerand déposèrent à la Chambre une proposition qui devint la loi du 17 juillet 1908, destinée à organiser des conseils qui « seront les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants et pourront donner des avis, soit d'office, soit à la demande du gouvernement ». Pas plus que les précédents ces conseils ne furent formés.

Un premier essai d'arbitrage obligatoire a été tenté en France, nous venons de le dire, à la suite des grandes grèves d'inscrits maritimes qui menacèrent, il y a quelques années, de ruiner nos ports, Marseille principalement. La Chambre et le Sénat votèrent la loi du 22 juillet 1909, dont l'article 2 instituait un conseil permanent d'arbitrage, unique pour tous les ports, siégeant à Paris, composé assez judicieusement et auquel tous les conflits devaient être communiqués. Or un décret du 19 mars 1910 décidait, contrairement à la loi, que le recours à l'arbitrage était purement facultatif. Le comité n'a pas encore fonctionné ; peut-être même n'a-t-il pas encore été nommé.

Comme on peut le constater, cette législation est plutôt maigre. Les projets ou les propositions de loi qui ont été déposés sur la matière ont-ils du moins éclairé la question et révélé quelques

idées intéressantes? C'est ce que nous allons apprécier en examinant les principaux d'entre eux.

Ne remontons pas plus haut que l'année 1900. On a beaucoup parlé du projet de loi Millerand du 15 novembre 1900, repris en 1902 et 1906 : on s'est plu à le nommer *le projet de loi sur la grève obligatoire*. En voici les principales données : les chefs d'entreprise occupant plus de 50 ouvriers ou employés ont la faculté de recourir au régime proposé. S'ils entendent accepter l'arbitrage tel qu'il est organisé par le projet, les salariés qui entrent chez eux doivent prendre le même engagement. Quant à l'Etat, il devra, pour tous les marchés qu'il passera, imposer cette procédure aux soumissionnaires.

Dans tout établissement qui aura accepté la procédure décrite, les salariés nommeront des délégués permanents pour les représenter auprès du patron. Ces délégués auront pour mission de transmettre au patron les réclamations. Si celui-ci les repousse, il peut, mais sans y être contraint, confier la décision à des arbitres. Dans ce cas, les ouvriers désignent aussi des arbitres. Il doit être statué sur le différend dans les six jours.

C'est seulement si les arbitres ne statuent pas ou si les parties n'ont pas voulu de l'arbitrage que la grève peut être déclarée. Encore faut-il pour cela un vote de la majorité des ouvriers.

Mais alors la grève devient obligatoire pour tous, et il faut un nouveau vote tous les sept jours.

Les sanctions prévues sont la privation pendant trois années du droit d'être électeur et éligible dans tous les scrutins relatifs à la représentation du travail; pendant six années en cas de récidive.

Faut-il dire que la réforme Millerand a peu de chances d'être adoptée? Toujours est-il que jusqu'ici les partis les plus opposés ne lui ont pas ménagé leur hostilité.

Nous mentionnerons aussi un projet de loi du 12 mars 1907, tendant à instituer des comités permanents de conciliation et d'arbitrage dans les exploitations minières. Il est intéressant, car il est la première tentative de conciliation obligatoire que nous ayons à noter. Pour cet essai, on a fait choix des mines, parce que la conciliation et l'arbitrage y sont déjà d'usage courant, que la création de ces comités était réclamée par la Fédération Nationale des Mineurs et qu'enfin l'institution avait déjà fait ses preuves à l'étranger, en Angleterre notamment.

Ce projet, élaboré par le ministre du commerce d'alors, devait venir en discussion à la Chambre au mois de mars 1910. On n'en parla que pour en renvoyer l'examen à deux jours plus tard. Personne n'y songea plus. Nous ne nous y arrêterons pas davantage.

Signalons en passant deux propositions de loi : « de MM. Ferdinand Buisson et plusieurs de ses collègues tendant à faire mettre l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics », puis « de MM. Desplas et Chautard, tendant à la suppression

des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité », et arrivons à la proposition de loi déposée par M. Théodore Reinach, député de la Savoie, le 4 juillet 1910.

Elle constitue, à notre sens, un pas important dans la question.

Elle tend « à l'interdiction des grèves et lock-out et à l'institution de conseils permanents d'*arbitrage dans les industries ayant le caractère de services publics* ». L'exposé des motifs qu'en a fait son auteur met en lumière l'importance relative des différents services qui, gérés ou non par l'Etat, assurent la vie même d'une nation. Ce qui importe, pense M. Reinach, « ce n'est pas la qualité du patron, c'est la nature du service ».

« ... Une population agglomérée, dit-il, ne peut subsister sans une adduction permanente d'eau potable. (Elle ne peut pas non plus vivre sans une fabrication quotidienne de pain, mais à cet égard la loi de 1791 paraît armer suffisamment les municipalités.)

« L'interruption de l'éclairage public compromet gravement la sécurité générale et paralyse l'action de la police. L'arrêt de la circulation des chemins de fer, celui des communications postales et télégraphistes équivalent à une suspension de la vie nationale et se chiffrent journellement par des millions perdus. La cessation des transports maritimes avec nos colonies ou avec certains pays étrangers peut déchaîner la famine, tout au

moins provoquer des complications économiques ou politiques redoutables. »

Cette énumération indique quel esprit a justement guidé l'auteur de la proposition.

« En France, explique encore M. Reinach..., la question est posée depuis quinze ans, quoiqu'elle ne l'ait peut-être pas été sur son véritable terrain. Le projet Millerand du 15 novembre 1900 (repris le 12 juin 1906) réglemente la grève plutôt qu'il ne la supprime et s'applique d'ailleurs à toutes les industries. La proposition Merlin de 1894, le projet Trarieux-Ribot de 1896 (voté par le Sénat, avec des modifications, le 14 février 1896), la proposition Lhopiteau de 1904 avaient en vue les services assurés par l'Etat (arsenaux, manufactures, etc.), auxquels on ajoutait, par assimilation, les chemins de fer. »

Les articles 1 et 2 de la proposition Reinach instituent des conseils d'arbitrage permanents et en indiquent la composition. La suite est ainsi conçue :

« *Art. 3.* — Les décisions de ces conseils feront loi entre les parties. Celles-ci devront s'y conformer sous peine d'une amende s'élevant, pour chaque infraction, de 5 à 100 francs, sans préjudice des dommages-intérêts et des sanctions administratives.

« *Art. 4.* — Dans les industries et services susdits, la cessation collective et concertée du travail, soit de la part des employés, soit de celle des employeurs, constitue un délit puni de 20 à 2.000 francs d'amende par jour, et de six jours à

trois mois de prison ou de l'une de ces deux peines seulement.

« *Art. 5.* — Les industries et services industriels auxquels s'applique la présente loi, sans distinction s'ils sont assurés par l'Etat, par des communes ou par des particuliers, sont ceux qui concernent :

« Les chemins de fer ;

« Les services maritimes subventionnés ;

« Les postes, télégraphes et téléphones ;

« L'éclairage public ;

« L'approvisionnement des villes en eau potable.

« Cette liste ne pourra être modifiée que par une loi. »

Cette proposition est assurément plus intéressante et plus originale que les fameux projets déposés au mois de décembre 1910 par M. Aristide Briand, à la suite de la grève révolutionnaire des cheminots.

Les projets du gouvernement étaient attendus à cette époque avec une impatience presque fébrile. On pensait généralement qu'ils apporteraient sur la question des grèves dans les grands services publics une réglementation de principe, d'où pourraient découler ensuite toute une série de conséquences législatives. L'espoir qu'on avait placé en eux a été largement déçu. Ils ne s'appliquent, d'ailleurs, qu'aux chemins de fer, et sont trop spéciaux et trop incomplets pour être d'aucune utilité directrice. Cependant comme il en fut parlé avec tant d'abondance — et que l'oubli ne s'est pas encore fait complètement sur leur destinée — on estimerait peut-être que nous serions

incomplet si nous n'en disions un mot. Les voici donc résumés.

Ces projets sont au nombre de trois et concernent :

1° La répression des actes de sabotage et la provocation et l'excitation au sabotage ;

2° La bonne marche et la sécurité des convois de chemins de fer ;

3° L'interdiction pour le personnel des chemins de fer de l'organisation de la grève et l'institution de comités de conciliation et d'arbitrage.

Le projet qui a pour objet la répression des actes de sabotage prévoit une peine d'emprisonnement d'un mois à deux ans et une amende de 50 à 1.000 francs contre quiconque, par quelque moyen que ce soit, aura volontairement détruit, détérioré ou rendu indisponibles des instruments ou autres objets dans le but d'empêcher ou d'entraver le fonctionnement d'un service public ou l'exploitation d'une industrie ou d'un commerce.

Si le délit a été commis par un ouvrier ou un employé d'un service public, d'une industrie ou d'une maison de commerce, la peine d'emprisonnement pourra être portée de deux ans à cinq ans et l'amende de 200 à 2.000 francs.

La seconde partie du projet prévoit l'excitation ou la provocation à commettre des actes de sabotage.

Si ces provocations ou excitations sont faites par tous autres moyens que ceux énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, elles seront passibles de la police correctionnelle.

Si ces excitations ou provocations se sont produites par l'un des moyens prévus dans la loi sur la presse, elles seront passibles de la cour d'assises.

Le second projet élaboré par le gouvernement a pour objet de modifier l'article 20 de la loi du 15 juillet 1845, qui prévoit un emprisonnement de six mois à deux ans.

Dans un but de sécurité et pour assurer la bonne marche des convois, cette pénalité serait rendue applicable à tous les agents qui auraient commis la faute d'abandonner leur poste.

Enfin, le projet instituant une procédure de conciliation ou d'arbitrage interdit l'organisation de la grève au personnel des voies ferrées. Toute infraction à cette interdiction serait passible de sanctions pénales. Par contre, le projet prévoit comme garantie à donner au personnel des réseaux tout un système de conciliation et d'arbitrage.

Au premier degré, il institue des conférences périodiques permettant à des délégués élus du personnel de chaque service de discuter avec la direction des Compagnies leurs intérêts professionnels.

Au deuxième degré, il crée des comités ou commissions locaux de conciliation.

Au troisième degré, il établit pour chaque réseau un comité central de conciliation. Celui-ci peut être saisi des différends d'ordre collectif qui n'auraient pas été tranchés par les comités ou commissions locaux.

Enfin, au quatrième degré, il est stipulé que si le comité central ne réussit pas à régler ces différends, il sera procédé à un arbitrage.

Les deux parties désigneront leurs arbitres, lesquels s'adjoindront trois autres arbitres, soit par accord, soit par voie de tirage au sort, parmi des personnes dont les noms figureront sur une liste dressée chaque année.

Les arbitres figurant sur cette liste seraient élus chaque année, deux tiers par la Chambre des députés, un tiers par le Sénat. Ils seraient choisis parmi les membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation, des Cours d'appel, de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences morales et politiques.

Dans le cas où la sentence de ce tribunal arbitral comporterait des répercussions financières, cette sentence devrait être soumise à la ratification parlementaire.

Quel sort doit-on prédire aux projets Briand ? Tous les parlementaires auxquels il nous a été donné d'en parler ont manifesté un accord touchant : ce sont là des projets de circonstance, uniquement élaborés pour fournir à l'opinion publique les satisfactions platoniques qu'elle réclame et qui lui suffisent d'ordinaire. Personne, en tout cas, ne songe plus sérieusement qu'il puisse leur être réservé une suite intéressante.

Sur le chapitre qui nous occupe, les pays étrangers nous ont depuis longtemps devancés.



II

Les législations étrangères.

Nous allons nous rendre compte, par un bref examen, que les gouvernements étrangers se sont, depuis fort longtemps déjà, préoccupés pratiquement de ce qui n'a fait chez nous que l'objet de discussions stériles et qu'ils ont, presque tous, cherché à remédier par la voie législative au danger que constitue pour une nation civilisée l'arrêt des principaux services qui la font vivre.

C'est l'Angleterre qui, la première, a montré le chemin aux autres. Le *Conspiracy and Protection Act* de 1875 prévoit une amende minima de vingt livres et un emprisonnement de trois mois avec ou sans *hard labour* à l'encontre des employés d'usines à gaz ou de compagnies d'eau qui rompent leur contrat, sachant que la conséquence de leur acte sera de priver une localité de gaz ou d'eau. — Même pénalité contre ceux dont la rupture du contrat de travail pourrait mettre en danger la vie humaine ou risquer la destruction totale ou partielle d'une propriété personnelle ou réelle.

On donne, en Angleterre, une large extension aux prescriptions de cette loi, puisqu'on reconnaît qu'elles s'appliquent au cas de grève d'électricité.

La Nouvelle-Zélande a institué, en 1894, l'arbi-

trage obligatoire. Il n'y a guère que dans les pays d'Australasie qu'il fonctionne. Comme corollaire, le droit de grève n'y existe plus. Il est d'usage de discuter, à ce propos, à perte de vue, pour savoir si cette organisation empêche les grèves de se produire. Nous doutons, quant à nous, qu'on puisse appliquer en France une législation aussi rude ; mais nous sommes bien obligé de reconnaître que l'arbitrage obligatoire a produit dans l'autre hémisphère d'heureux effets, puisqu'à la suite de la Nouvelle-Zélande, toutes les colonies d'Australasie l'ont adopté et qu'une loi fédérale du 15 décembre 1904 a créé pour toute l'Australasie un organisme fédéral de conciliation et d'arbitrage obligatoires.

Puisque nous sommes en Australasie, signalons encore ce que nous y trouvons d'intéressant. L'Etat de Victoria possède une loi du 22 mai 1903, dont l'article 3 est ainsi conçu :

« Tout fonctionnaire ou employé au service des chemins de fer qui se sera mis en grève sera considéré... comme ayant cessé immédiatement, par le seul fait qu'il s'est mis en grève, d'être un fonctionnaire ou employé au service des chemins de fer et comme ayant renoncé à tous droits... à toute pension, gratification, retraite ou rente, ainsi qu'à tous droits ou privilèges légaux de n'importe quelle nature, dérivant ou dépendant de la charge qu'il occupait... »

Dans la Nouvelle-Galles du Sud, la loi du 20 décembre 1909 énonce à la section 42 b :

« Est déclarée illégale... toute réunion de deux

ou plusieurs personnes tenue dans le but... d'exciter à un lock-out ou à une grève ou d'aider à le ou à la déclarer... pour autant que ce lock-out ou cette grève se rapportent à des articles de première nécessité ou aux services de transport de l'Etat pour les mêmes articles. »

Les articles de première nécessité ont été ainsi énumérés :

« *a*) le charbon ;

« *b*) le gaz pour l'éclairage, la combustion ou un but industriel ;

« *c*) l'eau pour les usages domestiques et

« *d*) tout comestible dont la privation pourrait mettre la vie humaine en danger ou causer un sérieux préjudice physique. »

Pénalité : un emprisonnement de douze mois.

En 1897, en Suisse, l'article 12 de la loi du 15 octobre assimile simplement les fonctionnaires et agents des chemins de fer fédéraux aux fonctionnaires de la Confédération auxquels le droit de grève n'est pas reconnu.

Les Pays-Bas ont complété leur code pénal par une loi sévère, celle du 11 avril 1903 :

Tout employé des chemins de fer qui, dans le but de provoquer ou de prolonger une interruption de service public, néglige ou refuse d'effectuer des travaux qu'il s'est engagé à faire expressément ou en vertu de son contrat de services, sera puni de six mois de prison ou d'une amende de 300 florins au maximum.

Si ce délit est concerté entre deux ou plusieurs personnes, la peine est élevée à deux ans, et,

dans le cas d'exécution, peut aller à quatre années.

Ce sont les Pays-Bas qui ont élaboré la législation la plus rigoureuse.

La loi canadienne du 22 mars 1907, dite « loi Lemieux », est une de celles qu'on cite plus particulièrement. Elle ne vise que les industries d'intérêt public, « les transports de toute nature, chemins de fer, tramways, steamers, l'électricité, les usines, les télégraphes, les téléphones, la distribution d'eau, les usines à gaz et de forces motrices ». D'après son texte, il est interdit au patron comme à l'employé de provoquer un arrêt du travail avant que le conflit n'ait été soumis à un conseil spécial, qui, muni de tous les pouvoirs d'un tribunal civil ordinaire, ouvre les enquêtes nécessaires. La méthode préconisée par ce système est bien plutôt l'enquête obligatoire que l'arbitrage obligatoire. Si les deux parties n'acceptent pas la transaction qui leur est proposée, on adresse au ministre un rapport spécial; ce rapport est publié, et l'opinion publique, étant ainsi saisie, les adversaires sont libres de décréter à leur gré grève ou renvoi. Il n'existe pas d'appel comme en Nouvelle-Zélande, par exemple; quant aux sanctions, elles ne sont prévues que contre l'interruption du travail qui surviendrait avant l'accomplissement des formalités prescrites.

L'opinion publique est, au Canada, favorable à la loi Lemieux. On s'accorde à reconnaître que les résultats en ont été satisfaisants. En plus de trois années, sur une centaine de différends qui ont été portés devant les conseils d'enquête, c'est

à peine si une demi-douzaine seulement n'ont pas été suivis par la reprise immédiate du travail.

La loi italienne du 7 juillet 1907, « réglant l'exploitation par l'Etat des chemins de fer non concédés à des entreprises particulières », porte, en son article 56, que :

« Sans préjudice pour l'action pénale d'après les lois en vigueur, ceux qui auront volontairement abandonné ou qui n'assumeraient pas l'office ou ne prêteraient pas leurs services, de sorte qu'il en résulterait une interruption ou une perturbation dans la continuité ou la régularité du service, seront considérés comme démissionnaires et remplacés. »

La Suède a légiféré également sur la matière. L'*Appendice au Recueil constitutionnel suédois*, n° 6, du 9 février 1909 contient des dispositions minutieuses « applicables aux services de l'administration des télégraphes de l'Etat, des chemins de fer de l'Etat et des usines de l'Etat dépendant de la direction royale pour l'utilisation des chutes d'eau. »

§ 5. « Il est défendu aux ouvriers :

« De contraindre ou de chercher à contraindre, par la force, par des menaces ou de toute autre manière, d'autres ouvriers à abandonner leurs occupations, ou à faire quoi que ce soit qui puisse troubler la marche du travail. »

En Espagne (loi du 27 avril 1909, article 5), « les grèves et locks-out seront déclarés à l'autorité huit jours à l'avance dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'ils pourraient avoir pour effet d'in-

terrompre la fourniture de lumière ou d'eau, ou d'interrompre la circulation des chemins de fer ;

« 2° Lorsque la grève ou le lock-out peut avoir pour conséquence que les malades et les hospitalisés d'une localité soient privés de secours. »

Le délai de préavis est de cinq jours seulement quand il s'agit des tramways ou d'objets de consommation générale et nécessaire. Les chefs et meneurs sont passibles de la prison.

Le gouvernement provisoire de la république portugaise a édicté, comme le pays voisin, l'obligation de se conformer à l'observation de divers délais avant la cessation du travail dans les services d'intérêt public. Il a énoncé formellement l'interdiction de la grève pour les personnes au service de l'Etat :

« Ne peuvent se liguier pour la cessation du travail, les fonctionnaires, employés ou salariés de l'Etat ou des corps administratifs... sous peine de destitution ou de renvoi du service. »

La Turquie elle-même n'est pas restée en arrière. Elle possède une loi du 27 juillet 1909 sur les grèves, notamment sur celles qui peuvent surgir dans les « établissements chargés d'un service public, tels que les chemins de fer, ports, éclairage public ou autres, et qui opèrent en vertu d'une concession ou autorisation accordées par l'Etat ». Cette loi organise une procédure spéciale de conciliation. Les employés et ouvriers choisissent, en cas de différend, trois délégués qui exposent dans une requête en double exem-

plaire, adressée au ministre du commerce et des travaux publics, les motifs du conflit et leurs réclamations.

L'article 3, catégorique, décide :

« Le ministère communiquera, au plus tard dans les trois jours de la réception de la requête, l'une de ses exemplaires à l'établissement intéressé. La direction de celui-ci devra, dans la semaine, désigner trois personnes dont elle fera connaître les noms et qualités au ministère. *Passé ce délai, les demandes des employés et ouvriers seront considérées comme admises sans réserve et sans condition.* »

Voilà certes une rapidité à laquelle les administrations ne nous avaient guère habitués. Et c'est la Turquie qui nous donne l'exemple !

Si l'accord ne s'établit pas, les employés peuvent quitter le service.

L'article 9 de la loi turque prévoit les sanctions applicables à l'égard des prescriptions qu'elle énonce : « Tous ceux qui participeront à la cessation d'un service public sans attendre le résultat d'une démarche faite dans les limites de la loi actuelle ou après qu'une entente est intervenue... seront punis d'un emprisonnement de vingt-quatre heures à une semaine ou d'une amende de 25 à 100 piastres. »

Et cette loi, dont la sagesse pourra justement surprendre ceux qui l'ignoraient, se préoccupe enfin à bon droit du danger que peuvent faire courir à la nation les grèves des grands services et elle déclare qu'« en cas de guerre ou de dan-

ger de guerre, le gouvernement aura le droit de suspendre ou d'ajourner l'examen des revendications formulées par les employés et ouvriers. »

Ajoutons pour terminer que le Transwal (loi du 7 juillet 1909) n'a pas négligé non plus cette question, que la Bulgarie supprime le droit à la retraite pour les grévistes et que l'Autriche et la Hongrie n'hésitent pas à mobiliser les employés et ouvriers qui cessent un service public.

Nous aurons ainsi à peu près fait le tour des législations étrangères les plus intéressantes.

CONCLUSION

Il paraîtrait oiseux de clore cette étude autrement qu'en quelques mots. Notre effort s'est borné à discuter simplement et logiquement la question de la grève sur le terrain où elle peut s'exercer le plus périlleusement et où les tendances révolutionnaires d'aujourd'hui l'engagent sans dissimulation. Nous avons cherché à faire abstraction autant que possible des formules habituelles, ou, disons le mot, des lieux communs trop souvent émis en la matière ; nous avons pensé, en tout cas, qu'à l'égard du problème qui se pose à chaque minute plus inquiétant de savoir quelle conduite les gouvernements doivent observer en face des grèves, il était puéril de s'en tenir à des classifications superficielles, choquantes pour le bon sens et, qui plus est, dangereuses, puisqu'elles ont, jusqu'ici, dans une certaine mesure, empêché le remède.

Notre conclusion doit donc être également simple et logique et elle découle clairement des pages qui précèdent.

Devant un fléau qui, comme les grèves survenant dans les services publics ou les industries nécessaires, met en jeu l'existence même de la collectivité, un régime de rigueur et d'exception s'impose. Reste à déterminer lequel et comment

on pourra l'appliquer : c'est l'affaire du législateur. Mais il n'est pas douteux que la sécurité d'un grand pays réclame un peu plus que ce qui a été accompli chez nous dans cette voie.

Nous convenons que c'est toujours avec une certaine appréhension que des esprits sages ou simplement attentifs aux enseignements du passé appellent l'intervention de l'Etat, sous quelque forme qu'elle se manifeste. Mais peut-on entrevoir dans le problème des grèves de services d'intérêt public d'autre solution que la solution législative, et n'est-il pas entendu que de deux maux il faut choisir le moindre ?

Le drame que nous avons vécu, en France, à deux reprises différentes au moins, l'Angleterre, à son tour, vient d'en éprouver la secousse. Le spectacle de notre puissante voisine se débattant en des difficultés de toutes sortes et proche de l'agonie parce que ses chemins de fer s'étaient arrêtés ou que ses mineurs refusaient de l'alimenter, montre assez qu'aucune appréhension n'est exagérée.

Il y a des leçons, fussent-elles étrangères, qu'il est prudent de méditer et de mettre à profit.

Vu : le *Président*, H. BERTHÉLEMY.

Vu : le *Doyen de la Faculté*, CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

le *Vice-Recteur de l'Académie de Paris*, LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- BERTHÉLEMY. — **Traité de droit administratif.** — *La Crise du fonctionnarisme. — Conférences et articles divers.* (Storek 1906.)
- BOULOC. — **Les Grèves, droit de coalition.** (Guillaumin, 1902). Articles du *Temps*, 1910.
Bulletin de la Semaine. — **Enquête sur le droit de grève** (1910-11).
- CROUZEL. — **Les coalitions et les grèves dans l'industrie** (1887).
- ESMEIN. — **Histoire du droit français.**
- FONTAINE. — **Les grèves et la conciliation.** (Colin 1897.)
- GIDE. — **Principes d'économie politique.**
- GUYOT. — **Les chemins de fer et la grève.** (Alcan 1911.)
- JAURÈS. — **Histoire socialiste.** (Fayard, 1900). Articles *Humanité* (1910-11).
- JAY. — **Le contrat collectif de travail.** (Bloud.)
Journal Officiel. — Documents parlementaires (1895 à 1911). — **Débats parlementaires** (1908-09, 1910-11).
- LE PLAY. — **L'organisation du travail.**
- LEROY-BEAULIEU. — Articles *Economiste Français.*
- PIC. — **Législation industrielle** (1909).
- PLANIOL. — **Traité de droit civil.**
- SEILHAC (DE). — **Les grèves.** (Lecoffre, 1903).
Statistiques de l'Office du Travail.
- UHRV. — **Les grèves en France et leur solution.**
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
A) De la grève en général. Deux aspects.....	11
I) Le droit de grève dans le domaine juridique existe-t-il ?.....	13
II) La grève dans le domaine social.....	21
B) De la grève dans les services ou industries d'inté- rêt public.....	33
Deux problèmes.....	41
I) La grève des services publics au point de vue juridique	45
II) La grève dans les services ou industries d'inté- rêt public doit-elle être soumise à un régime d'exception ?.....	51
Pour éviter la grève dans les services d'intérêt public. L'arbitrage.	
I) En France.....	63
II) Les législations étrangères.....	77
CONCLUSION.....	85
BIBLIOGRAPHIE.....	87

